



# NOS VILLES NE SONT PAS À VENDRE! NOS ÉLU·ES HORS DU MIPIM!

**INVITATION À UNE CONFÉRENCE DE PRESSE & UN RASSEMBLEMENT À CANNES  
MARDI 14 MARS À 14H30 DEVANT LE MIPIM (1 BD DE LA CROISSETTE)**

## **CONTRE LE MIPIM ET SON MONDE! LA COALITION EUROPÉENNE D'ACTION POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET LE DROIT À LA VILLE DÉNONCE LE MIPIM**

NOUS NOUS OPPOSONS À LA FINANCIARISATION ET À LA MARCHANDISATION DU LOGEMENT ET, POUR CETTE RAISON, NOUS NOUS OPPOSONS AU MIPIM, LE SALON IMMOBILIER AUTOPROCLAMÉ LE PLUS GRAND AU MONDE. Chaque année, Reed Midem organise le MIPIM - le Marché International des Professionnels de l'Immobilier - où les professionnels de l'immobilier, les investisseurs, les fonds d'investissement, les architectes, les constructeurs et les autorités locales se réunissent pour vendre nos terres, nos villes, nos maisons et faire de bonnes affaires pour leurs portefeuilles. Ils diversifient leur portefeuille, tandis qu'ils homogénéisent nos villes.

Depuis 1990, le MIPIM a évolué : le logement, en tant qu'actif attractif et pas si risqué, a pris une part très importante dans les discussions et les transactions qui ont lieu pendant et à cause du MIPIM. De plus en plus de conférences, d'événements et de discussions ont lieu sur le logement, jusqu'à ce qu'il devienne, en 2016, l'un des principaux sujets. La cohabitation et les labels de construction "verts" sont les principales tendances de l'édition 2023, mais uniquement parce qu'ils offrent des garanties de flexibilité des produits pour les premiers et de fixation de la valeur des actifs fixes pour les seconds.

Ce que nous constatons également avec désolation, c'est que nos collectivités locales sont de plus en plus nombreuses à vouloir participer au MIPIM. On dit que si vous n'y allez pas, votre réputation sur le marché mondial de l'immobilier est entachée. Les collectivités locales y vont pour rencontrer des entreprises et des fonds privés à la recherche d'investissements : elles vendent nos espaces, privés et publics, à des investisseurs et des entreprises. Nos élus et nos hommes politiques se sont révélés être des agents immobiliers !

Le MIPIM n'est pas seulement un événement, c'est l'un des éléments qui conduisent à la marchandisation et à la financiarisation de nos logements et de nos villes, il joue un rôle qui a des effets à long terme sur nos vies. Alors que près de 30.000 participant.es paient 3000 € pour y entrer, nous sommes des millions à nous battre pour payer nos loyers et nos crédits pour des logements de moins en moins abordables, et de plus en plus inadaptés, pour lutter contre nos expulsions de nos quartiers, la touristification et la gentrification violente de nos villes et même de nos villages.

Mais la démocratie n'est pas à vendre, nos démocraties ne sont pas à vendre. Les besoins humains fondamentaux ne peuvent pas devenir des possibilités d'investissement.

Pour toutes ces raisons, les membres de la *Coalition européenne d'action pour le droit au logement et le droit à la ville* dénoncent la participation des élus locaux et des agents du secteur publics à cet événement. Ils exigent la fin de la financiarisation et de la marchandisation du logement et des espaces et des mesures claires pour stopper l'effet des investissements financiers sur le droit au logement et le droit à la ville. Ils exigent également l'application d'une taxe sur les développements immobiliers lucratifs pour le développement de logement sociaux accessibles à toute personne, sans discrimination.

La Coalition européenne d'action est un réseau de 35 collectifs de base issus de 20 pays.

**LE RASSEMBLEMENT EST ORGANISÉE EN COLLABORATION AVEC LA FÉDÉRATION DAL, DAL 06, HALEM ET LA LDH.**

### **POUR EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE CAMPAGNE CONTRE LE MIPIM :**

- [www.housingnotprofit.org/against-the-mipim-and-its-world/](http://www.housingnotprofit.org/against-the-mipim-and-its-world/)
- [www.housingnotprofit.org/stopmipim2023/](http://www.housingnotprofit.org/stopmipim2023/)

### **CONTACTS PRESSE :**

Coalition Européenne d'Action pour le droit au logement et le droit à la ville: **+49 15734215766, +32 487393414**  
Fédération DAL: **+33 781072908**